

France – Argentine, terres de schiste ? Présentation de la tournée européenne

Les Amis de la Terre France organisent du **13 au 31 mai 2014** une tournée européenne pour présenter leur nouveau documentaire et leur nouveau rapport sur la résistance au développement des gaz et huiles de schiste en Argentine. Cette tournée sera aussi l'occasion d'activités de plaidoyer et d'échanges d'expériences entre les militants argentins et européens (France, Pays-Bas, Pologne, République Tchèque, Hongrie, Espagne).

Le **documentaire *Terres de schiste***, produit par les Amis de la Terre France, a été réalisé par Grégory Lassalle. Il témoigne de la nouvelle ruée vers les hydrocarbures non conventionnels, à Neuquén, en Patagonie argentine, et des résistances citoyennes à ces projets menés par différentes multinationales, telles que Total, Chevron et Apache. Les premiers impacts sociaux et environnementaux sont déjà visibles : accaparement de terres de communautés Mapuche, puits au sein d'une aire naturelle protégée, absence de consultation des populations et répression etc.

Le documentaire fait aussi le parallèle avec la situation en France en abordant le cas du permis de Montélimar initialement accordé à Total puis abrogé en 2011, et la mobilisation citoyenne qui est née il y a plus de 3 ans.

Le **rapport**, élaboré par Les Amis de la Terre France, l'Observatorio Petrolero Sur, Les Amis de la Terre Pays-Bas et Les Amis de la Terre Europe, fournit une vision détaillée de la problématique de l'exploitation des gaz et pétrole de schiste en Argentine, et contient des études de cas sur trois entreprises : Total, Shell et Chevron.

À l'occasion de cette tournée européenne, Les Amis de la Terre invitent deux représentants argentins :

- Une représentante de la « **Multisectorial de Neuquén contra el Fracking** », réseau qui rassemble les militants et communautés mobilisés dans cette province de Patagonie.
- **Diego di Risio, de l'Observatorio Petrolero Sur**, un des rédacteurs du rapport. Partenaire des Amis de la Terre et membre d'Oilwatch international, l'Observatorio Petrolero Sur est une organisation argentine qui, au travers d'un travail de terrain et d'activités de formation et de diffusion, apporte un accompagnement aux communautés affectées qui résistent à l'expansion pétrolière et gazière, et contribue à leur articulation au niveau régional et national. Diego pourra apporter son analyse et expertise sur la reconfiguration de la politique énergétique argentine, le rôle des multinationales et du gouvernement argentin.

Les Amis de la Terre France mènent depuis 2007 une campagne sur la Responsabilité sociale et environnementale des entreprises, centrée sur le secteur des industries extractives. Dans ce cadre, Les Amis de la Terre mènent un travail de soutien aux communautés affectées, ainsi que des activités de plaidoyer et des campagnes publiques visant à faire pression sur les multinationales françaises pour qu'elles changent leurs pratiques.

Cette tournée a lieu dans le cadre d'une campagne commune entre Les Amis de la Terre, l'Observatorio Petrolero Sur, Les Amis de la Terre Europe et Les Amis de la Terre Pays-Bas. Elle a pour objectif d'apporter une visibilité et un soutien concret aux demandes des populations mobilisées contre les gaz et huiles de schiste en Argentine, de faire pression sur les entreprises pétrolières pour qu'elles abandonnent ces projets et modifient plus généralement leurs pratiques, et de plaider auprès des décideurs français et argentins pour qu'ils réforment le cadre légal qui permet aujourd'hui aux multinationales d'agir en toute impunité.

Site web de la campagne : www.terresdeschiste.fr

Le contexte :

Les modes de production et de consommation des pays du Nord mènent à une surconsommation de ressources, telles que les hydrocarbures, les métaux, l'eau ou encore le bois. **L'accès aux biens naturels et aux ressources énergétiques à un moindre coût** semble être devenu la priorité des États et des entreprises multinationales, qui veulent répondre à cette demande croissante, au prix de violations des droits des communautés et d'atteintes à l'environnement toujours plus graves.

Alors que la production de pétrole et de gaz conventionnel est en déclin, peu est fait pour sortir de notre dépendance aux énergies fossiles. Ainsi, en l'absence de politiques qui encouragent l'efficacité énergétique et l'utilisation de combustibles plus propres et non fossiles, les investissements dans les sources d'hydrocarbures « non conventionnelles » et plus polluantes – brut lourd, sables bitumineux, gaz et huiles de schiste – ne cessent d'augmenter.

Dans ce contexte, le **mythe de l'énergie « bon marché et abondante » issue des gaz et pétrole de schiste**, a donné lieu à une course effrénée des entreprises pétrolières pour exploiter ces gisements dans le monde entier, en dépit de lourds impacts sociaux, environnementaux et climatiques. La mobilisation citoyenne contre ces projets a permis le vote en France, en 2011, d'une loi interdisant le recours à la fracturation hydraulique, ce qui a eu notamment comme conséquence l'abrogation du permis de Total à Montélimar. Depuis, les compagnies françaises telles que Total et Perenco, multiplient leurs investissements dans ces hydrocarbures non conventionnels à l'étranger, notamment en Argentine.

Troisième pays mondial en termes de réserves exploitables d'hydrocarbures non conventionnels, **l'Argentine est devenue la destination rêvée des compagnies pétrolières**. Suite à la découverte de larges réserves de gaz et huiles de schiste fin 2010, le gouvernement argentin a partiellement renationalisé la compagnie pétrolière YPF, et ouvert en parallèle les portes à des géants mondiaux du secteur : Total, Chevron, Shell, etc. Tant le gouvernement national que les gouvernements provinciaux soutiennent l'exploitation de ces hydrocarbures, qu'ils voient comme une nouvelle source de rente. Un décret national a ainsi été pris en juillet 2013, et un programme spécifique a été lancé par le gouvernement national pour encourager les investissements dans le secteur, accordant des concessions d'une durée de 35 ans, accompagnées d'un certain nombre d'avantages fiscaux, d'aides à l'exportation et de garantie des prix aux compagnies étrangères. Des accords spécifiques ont été signés avec certaines entreprises, dont Chevron et Total en 2013.

Depuis fin 2010, la mobilisation de la société civile n'a fait que croître, avec intimidations et répression comme unique réponse. À aucun moment, les populations n'ont été consultées, ni même les communautés indigènes mapuche sur les terres desquelles se trouvent plusieurs projets. Plusieurs de ces communautés subissent déjà les impacts sociaux et environnementaux de dizaines d'années d'exploitation pétrolière conventionnelle, et sont donc d'autant plus mobilisées face à cette expansion sur de nouveaux territoires jusqu'ici protégés, et avec des techniques de plus en plus invasives et destructrices. Une coalition « Multisectorielle contre le fracking » s'est créée, rassemblant des communautés affectées, organisations sociales et syndicats. Par ailleurs, quinze gouvernements locaux dans cinq provinces différentes ont voté des ordonnances interdisant le recours à la fracturation hydraulique.

Deuxième opérateur gazier du pays, Total a extrait à lui seul 30% du gaz produit à Neuquén en 2013. **Dès 2010, avant toutes les autres compagnies, Total acquiert des permis d'exploration de gaz de schiste**, dans la province de Neuquén en Patagonie. Il en détient aujourd'hui 11. Rien ne semble freiner ses ambitions dans ce pays convoité : l'entreprise a annoncé, en octobre 2013, un investissement de 400 millions de dollars pour lancer deux projets pilotes de gaz de schiste sur son permis Aguada Pichana, dans la célèbre formation schisteuse de Vaca Muerta. Début 2014, après une rencontre à Paris avec la présidente argentine, à Paris en visite officielle, le PDG de Total a indiqué qu'ils allaient accélérer leurs investissements dans ce pays : « *L'exploitation du gaz non conventionnel, c'est le pari de la prochaine décennie !* »

Total détient aussi le permis très controversé de Pampa las Yeguas II, dans la réserve provinciale Auca Mahuida, site pourtant protégé pour sa faune (plus de 100 espèces, telles que le guanaco, le ñandu et le puma) et sa flore (dont 14 espèces endémiques). Les travailleurs de la réserve se sont prononcés contre l'adjudication de ce permis et l'utilisation de la fracturation hydraulique.

Pour plus d'information, merci de contacter Les Amis de la Terre France :

Juliette Renaud
Chargée de campagne sur les Industries extractives
juliette.renaud@amisdelaterre.org +33 (0)9 72 43 92 61

Les Amis de la Terre France
2B, rue Jules Ferry – 93100 Montreuil
www.amisdelaterre.org